

A l'heure où nous écrivons ces lignes, 4/02/25, le gouvernement n'a toujours pas débloqué les moyens d'une bonne gestion des collectivités locales. Il semblerait qu'il se dégage la même logique que le gouvernement Barnier. La gestion de notre pays devra passer par des compromis et le rapport des forces issues des élections législatives ne permettra pas l'application complète d'un seul programme des trois principales forces en présence à l'AN.

Devant le plan d'austérité envers les services publics et des collectivités locales, la plupart des élu-es locaux ont été plutôt discrets. « Ça va être dure, nous ferons des économies », mais pas un mot sur les fortunes construites à coup de subventions, de délocalisations, de blocages des salaires. Désolé mais Mr Arnault, « fleuron de l'industrie tricolore » n'est implanté qu'à 18% de ses effectifs en France et les ventes de LVMH représentent 8% dans le pays. Il n'a pas attendu janvier 2025 pour délocaliser.

D'un autre côté, la loi votée à l'unanimité pour permettre le remboursement à 100% des soins du cancer du sein nous prouvent que parfois l'intérêt général est supérieur aux avis partisans.

Pour mémoire, les deux tiers des élus de l'assemblée ont été élus pour éviter les chaos parlementaires et pour garder les valeurs démocratiques.

Fernando GAETE - J.Claude PILLU / conseillers communautaires CCLST